

# ACTION URGENTE

PUBLIC

Index AI : AMR 23/047/2006 - ÉFAI

23 novembre 2006

AU 314/06 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE **Washington Vladimir Angulo Cuero (h)**  
**Willington Cuero Solis (h)**  
**ainsi que d'autres membres du groupe de défense des droits humains *Proceso de Comunidades Negras en Colombia* (PCN, Processus des communautés noires en Colombie)**

---

Selon les informations recueillies, plusieurs membres de l'organisation afro-colombienne de défense des droits humains *Proceso de Comunidades Negras en Colombia* (PCN, Processus des communautés noires en Colombie) ont été menacés ou enlevés par des paramilitaires soutenus par l'armée. Ces agissements semblent faire partie des différentes formes de persécutions visant le PCN en raison des activités qu'il mène.

Le 2 novembre, Willington Cuero Solís, un membre du PCN vivant à Bogotá, a reçu un appel téléphonique lui donnant l'avertissement suivant : « *Prends garde à toi et à tes proches* ». Cette menace s'inscrirait dans le cadre d'une campagne de harcèlement permanente menée par des paramilitaires contre le PCN. Willington Cuero Solís a déjà dû fuir son domicile de la municipalité de Buenaventura (département du Valle del Cauca).

Le 30 octobre, Washington Vladimir Angulo Cuero, un militant du PCN, aurait été enlevé puis maintenu en détention durant environ cinq heures par un groupe d'hommes affirmant être des paramilitaires. Deux d'entre eux l'ont approché devant un centre commercial ; l'un a pointé une arme à feu dans son dos tandis qu'ils le poussaient à bord d'une camionnette bleu foncé aux vitres très teintées. Ces hommes sont ensuite partis en voiture par les rues de Bogotá, menaçant à plusieurs reprises de tuer leur otage en raison de ses activités au sein du PCN. Avant d'être enlevé, Washington Vladimir Angulo Cuero avait remarqué que deux hommes le suivaient ; pensant qu'ils voulaient lui voler quelque chose, il avait appelé l'un de ses collègues du PCN à l'aide par téléphone. Lorsque ce dernier est arrivé au centre commercial, il ne l'a pas trouvé ; il a alors téléphoné à de nombreuses autorités gouvernementales et départementales, notamment au bureau du programme de protection mis en place par le vice-président et le ministre de l'Intérieur et de la Justice, pour leur signaler que Washington Vladimir Angulo Cuero avait disparu. Finalement, l'un des hommes qui étaient montés à l'avant de la camionnette a reçu un appel téléphonique à la suite duquel il aurait déclaré à ses acolytes : « *Nous ne pouvons pas toucher à cet homme, nous ne pouvons rien lui faire [...] ce sont les ordres.* » Ils l'ont ensuite laissé aux abords de la ville. Amnesty International considère que cet homme est toujours en grand danger.

Washington Vladimir Angulo Cuero a commencé à faire l'objet de menaces en 2004, alors qu'il habitait encore dans la municipalité de Buenaventura. D'après certaines sources, il aurait échappé à la mort en 2004 lorsque l'homme envoyé pour le tuer par un groupe paramilitaire s'est avéré être l'un de ses vieux amis. Il aurait également failli être enlevé en 2005. Cet homme vit à Bogotá depuis mai 2006 ; il a fui son domicile de Buenaventura après la mort de son frère cadet, tué le 1<sup>er</sup> mai 2006, semble-t-il par des paramilitaires basés dans cette municipalité.

Ces agressions paraissent s'inscrire dans le cadre des attaques constantes et systématiques contre les membres du PCN, qui seraient menées par des paramilitaires bénéficiant du soutien de l'armée. Le 25 octobre, Astolfo Aramburo, un membre des jeunes du PCN, a été suivi par deux hommes ; on pense qu'il s'agissait de paramilitaires. Il a réussi à contacter l'équipe du PCN de Bogotá, qui est immédiatement venue le chercher. Astolfo Aramburo est le fils de l'un des chefs de file de ce groupe de défense des droits humains. Ces dernières années, 14 membres de la famille Aramburo auraient été tués par des paramilitaires soutenus par l'armée ; trois ont perdu la vie en avril 2005, au cours du massacre de Buenaventura, également commis par des paramilitaires.

Le 16 juin, Elizabeth García Carrillo, militante du PCN en faveur des droits humains et compagne de Carlos Rosero, l'un des membres du Conseil d'administration du groupe, a été menacée par deux hommes qui lui ont dérobé ses papiers d'identité et ont relevé plusieurs numéros contenus dans la mémoire de son téléphone portable.

### **INFORMATIONS GÉNÉRALES**

Le *Proceso de Comunidades Negras en Colombia* (PCN, Processus des communautés noires en Colombie) est un groupement de plus de 80 organisations d'origine africaine ; il travaille surtout dans les départements colombiens situés sur la côte Pacifique, notamment le département du Valle del Cauca, et sur la côte caribéenne mais aussi dans d'autres régions. Le PCN a été fondé en 1989 et vise principalement à garantir le respect des droits humains des communautés d'origine africaine vivant dans ces régions et à obtenir la reconnaissance de leurs droits à la terre.

Les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires ont souvent qualifié les membres d'organisations de défense des droits humains, notamment les communautés et les organisations militant en faveur des droits à la terre, de guérilleros ou de sympathisants des mouvements de guérilla. Ils ont fréquemment fait suivre ces accusations d'agressions ou d'homicides. Des groupes de guérilla ont également menacé ou tué plusieurs défenseurs des droits humains.

### **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous préoccupé par la sécurité des membres du *Proceso de Comunidades Negras en Colombia* (PCN, Processus des communautés noires en Colombie), en raison des informations selon lesquelles plusieurs d'entre eux ont été récemment menacés ou enlevés ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures efficaces en faveur des personnes victimes de menaces, après les avoir consultées, afin qu'elles puissent poursuivre en toute sécurité leurs activités légitimes en faveur des droits humains ;
- priez-les également de diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur l'enlèvement de Washington Vladimir Angulo Cuero ainsi que sur les menaces proférées contre Wellington Cuero Solís et d'autres membres du PCN ;
- demandez aux autorités de prendre immédiatement des mesures afin de démanteler les groupes paramilitaires, comme le gouvernement s'y est engagé et conformément aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales ;
- rappelez-leur les obligations qui leur incombent envers les défenseurs des droits humains en vertu de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, ainsi qu'en vertu des résolutions de l'Organisation des États américains relatives aux défenseurs des droits humains sur le continent américain et des nombreuses recommandations qui leur ont été faites par les Nations unies.

### **APPELS À :**

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

**Fax: + 57 1 337 5890**

**+ 57 1 342 0592**

**Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,**

Vice-Président de la République :

Dr. Francisco Santos Calderón

Vicepresidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

**Fax: + 57 1 444 2158**

**Formule d'appel : Exco. Sr Vicepresidente Santos, / Monsieur le Vice-Président,**

Fiscal general de la nación :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación  
Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01), Bloque C, Piso 4, Bogotá, Colombie  
**Fax : + 57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)**  
**Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur,**

**COPIES À :**

Médiateur :

Sr. Volmar Antonio Pérez Ortiz, Defensor del Pueblo, Defensoría del Pueblo,  
Calle 55, No 10-32/46 oficina 301, Bogotá, Colombie

**ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.**

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.*** APRÈS LE 3 JANVIER 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*